

Santé



Les deux socialistes Anne-Catherine Lyon et Pierre-Yves Maillard sont fiers d'exhiber des statistiques démontrant que les vocations pour les métiers de la santé ont substantiellement augmenté de 2008 à 2010. GÉRALD BOSSHARD

L'Etat lutte pour remédier à la pénurie des soignants

Anne-Catherine Lyon et Pierre-Yves Maillard ont présenté hier leurs recettes

Lise Bourgeois

La mélodie de l'accent «canadzien» dans les couloirs de l'hôpital, c'est bientôt fini. «Le recrutement des infirmières à l'étranger devient plus difficile, observe la conseillère d'Etat responsable de la formation, Anne-Catherine Lyon. Aujourd'hui, le Québec, pour ne prendre que cet exemple, fait de gros efforts afin de garder ses infirmières.»

La pénurie des soignants continue et n'est pas près de fléchir. La demande croissante de soins due au vieillissement de la population, le nombre élevé de médecins proches de la retraite et la petite part des médecins diplômés en sont notamment la cause. «Avec tout ça, les patients risquent de devoir attendre de plus en plus longtemps avant d'obtenir un rendez-vous»,

complète Pierre-Yves Maillard, conseiller d'Etat en charge de la santé.

Main dans la main

Les deux magistrats ne se bornent pas à ce constat. Ils ont fait valoir, hier, que des mesures de lutte contre cette situation étaient en route et que des projets allaient se concrétiser dès la rentrée. Ils ont travaillé main dans la main, par la force des choses, puisqu'il faut agir en amont et en aval.

En amont, les filières de formation ont été étoffées. Ainsi, la formation d'assistants en soins et santé communautaires, créée en 2001, connaît un bel essor. Il existe en outre depuis 2008 un master en sciences infirmières et depuis 2009 un doctorat. Dès la rentrée, une «année propédeutique santé», destinée aux personnes qui n'ont pas de matu professionnelle, va permettre aux 250 élèves inscrits de découvrir «la grande famille des métiers de la santé», comme l'exprime Anne-Catherine Lyon.

Son département travaille également sur l'appel aux vocations,

«A terme, on risque de devoir attendre très longtemps avant d'obtenir un rendez-vous»

Pierre-Yves Maillard, conseiller d'Etat en charge de la Santé

«Le recrutement des infirmières à l'étranger devient plus difficile»

Anne-Catherine Lyon, conseillère d'Etat en charge de la Formation

dans le but d'augmenter les effectifs. Ses moyens: les salons d'information, le centre d'information pour la promotion de la santé, le projet «Jobapp» qui promeut l'apprentissage.

A l'Université, les assistants sont incités à s'orienter vers la médecine

générale, où l'on manque de bras. Le dispositif des stages chez les praticiens s'avère prometteur.

Il s'agit aussi d'œuvrer en aval, là où les gens sont déjà en exercice. «Nous travaillons, par exemple, à atténuer la pénibilité des gardes médicales, afin de ne pas décourager les vocations», indique Pierre-Yves Maillard.

Dans le secteur infirmier, un programme de réinsertion à l'attention de celles qui ont quitté leur travail pour élever leurs enfants a été mis sur pied dès 2004.

L'ensemble de ces remèdes, qui coûte en moyenne 10 millions par an à l'Etat, commence à payer. Les deux conseillers d'Etat exhibent des statistiques faisant état d'une augmentation de 25% du nombre de médecins entre 2008 et 2010, de 32% dans le domaine infirmier et de 31% chez les assistants en soins et santé communautaire.

Pierre-Yves Maillard met toutefois un bémol: cette ascension risque de s'arrêter net si le nouveau système de financement hospitalier ne prend pas en compte les dépenses consenties pour la formation.

L'UDC se distancie d'un militant islamophobe

Le président du Mouvement suisse contre l'islamisation, David Vaucher, quitte le comité de la section Jura-Nord vaudois de l'UDC

David Vaucher ne fait plus partie du comité de la section Jura-Nord vaudois de l'UDC. Le fondateur du Mouvement suisse contre l'islamisation (MOSCI) reste néanmoins membre de la section régionale et du parti cantonal. Ils ne le diront pas de cette manière, mais ce retrait n'est pas fait pour déplaire aux instances dirigeantes du parti. Depuis plusieurs mois, les activités militantes de cet étudiant en droit à l'Université de Lausanne provoquaient en effet quelques remous au sein de l'UDC.

«La seule passerelle qui existe entre le MOSCI et nous, c'est lui-même et ça s'arrête là», affirme ainsi Claude-Alain Voiblet, secrétaire général de l'UDC Vaud. Le parti serait-il gêné par les idées islamophobes véhiculées par cette association? «Il n'y a aucune gêne, il a tout à fait le droit de s'exprimer et d'être membre de notre parti, rétorque Claude-Alain Voiblet. Nous ne souhaitons toutefois pas que nos relations se resserrent. Nous ne voyons d'ailleurs pas ce que nous pourrions gagner d'une telle alliance.»

Officiellement, David Vaucher a quitté vendredi le comité de l'UDC Jura-Nord vaudois pour pouvoir se consacrer davantage aux activités du MOSCI qui prennent toujours plus d'importance. Le comité avait de toute manière prévu de discuter avec lui de son implication au sein du bureau. «Nous avons besoin de gens qui s'investissent sur plusieurs thèmes, ce qui n'était pas le cas de David Vaucher», souligne Jean-Pierre Grin, président de la section et conseiller national.

Le MOSCI a décidé de faire feu de tout bois pour éviter ce qu'il appelle «la progression d'un islam expansionniste et dominateur» en Suisse. Ses deux dernières actions

en date? Il y a une douzaine de jours, l'association s'est alarmée d'une prise de position de la Commission des finances de la commune de Vevey. Cette dernière a préavisé favorablement une demande de la Municipalité d'accepter un prêt de 2 millions sans intérêts pour des travaux de réaménagement de la mosquée. Fin avril, le mouvement avait aussi déposé une plainte pénale contre le Centre islamique de Lausanne (CIL), qu'il accuse notamment «d'appeler au meurtre, à la torture et à la violence». «Aucun membre de notre communauté n'a proféré de telles paroles. Il s'agit d'affirmations farfelues d'une association qui veut se faire de la pub sur notre dos», répond Kaba Mouhammad, le directeur guinéen du CIL. Tout en précisant que le centre hésite encore sur la suite à donner à cette affaire.

F.R.A.

Le MOSCI en bref

C'est en juillet 2007 à Lausanne que David Vaucher fonde le MOSCI, dont le siège social se trouve à Orbe. Le jeune homme ne s'en cache pas, ce sont les événements du 11 septembre 2001 qui l'ont incité à réagir: «J'ai voulu savoir ce qui motivait ces gens à commettre des attentats, leur religion ou une déformation de ses préceptes.»

Quatre ans plus tard, l'association compte 120 membres et 250 sympathisants qui viennent de tous les cantons de Suisse romande. Dans les cantons de Genève, de Fribourg, de Neuchâtel, de Vaud et du Valais, le mouvement pourrait même, selon lui, compter sur des députés pour faire passer ses idées islamophobes. «Et tous ne sont pas membres de l'UDC, insiste-t-il. Le MOSCI compte aussi des UDF, des PLR, quelques PS et un popiste», assure-t-il.



David Vaucher, président du MOSCI. JOANA ABRIL

Le 14 juin, des femmes siffleront au travail et défilent à Lausanne

L'organisation de la journée d'actions des femmes avance. Il y aura deux temps forts

Il arrive souvent qu'une conférence de presse soit donnée par un aréopage composé exclusivement d'hommes. Hier, à Lausanne, ce sont une dizaine de femmes qui ont tenu le crachoir devant les journalistes. Ce collectif a révélé son programme d'actions prévues pour la Journée des femmes du 14 juin 2011. C'est le jour du 20e anniversaire de la grève des femmes de 1991. Cette année, on célèbre aussi les 40 ans du droit de vote



Michela Bovolenta, du SSP, entourée de Florence Germond, future municipale lausannoise, et de Mariela Muri-Guirales, du comité qui appelle à la mobilisation. GÉRALD BOSSHARD

féminin en Suisse, les 30 ans de l'article constitutionnel sur l'égalité et les 15 ans de la loi sur l'égalité.

En dépit de ces acquis, le collectif estime qu'il faut continuer la lutte. La première des 14 revendications sera l'égalité salariale. «Les femmes gagnent en moyenne 14 500 francs de moins par an que les hommes», rappelle la secrétaire centrale du Syndicat des services publics, Michela Bovolenta. Elle brandit la récente plainte au Tribunal des prud'hommes d'une Vaudoise travaillant dans un organisme intercantonal. Elle a découvert qu'à travail égal, elle était payée 1500 francs de moins par mois que ses collègues masculins.

Malgré son nom, la Journée de grève et d'actions des femmes ne donnera pas lieu à des grèves. Il y aura essentiellement des actions, des débats, des pique-niques sur divers lieux de travail, à la Riponne à Lausanne et sur la place Pestalozzi à Yverdon. Celles qui participent à l'événement sont invitées à s'habiller en fuchsia, à siffler à 14 heures 06 la fin des inégalités. Second point fort: une manifestation à Lausanne reliera dès 18 heures la place de la Riponne à l'esplanade de Montbenon.

La mobilisation a déjà gagné plusieurs lieux, souligne Michela Bovolenta: le CHUV, où 80% des employés sont des femmes, l'Ecole

d'études sociales et pédagogiques de Lausanne, où trois quarts des étudiants sont des étudiantes, et l'Université où la parité existe chez les étudiants, mais pas dans le corps professoral. Camille Kroug, de l'Union syndicale vaudoise, compte étendre le mouvement à l'industrie et à la vente, «où le personnel est majoritairement féminin».

Quant au reproche d'avoir exclu les femmes de droite du mouvement en prenant d'emblée parti pour le salaire minimum, Michela Bovolenta l'écarte: «Les bas salaires touchent d'abord les femmes; là-dessus nous ne pouvons pas transiger.» J.FD